



Inventaire des informations sur les KeyLabs et les sources :

Cher.e.s camarades,

Compte tenu de l'importance de l'actualité et de la diversité des sources d'information pas toujours fiables, nous vous proposons ce document technique visant à recenser les informations que nous avons sur les KeyLabs. Ce document a vocation à répondre aux nombreuses questions que nous voyons sur les listes de diffusion ainsi qu'au sein des unités.

Nous vous partageons ainsi des informations fiables glanées selon 3 sources : La déclaration du PDG et sa transcription dans la lettre du CNRS ainsi qu'à l'occasion du conseil d'administration et du conseil scientifique. Nous avons ajouté une source supplémentaire (Rogue ESR) mais pour laquelle nous ne pouvons garantir la fiabilité.

Identification des sources :

Lettre du CNRS du 17 dec. 2024/ PDG et autres communications issues de la Direction sur les KL
CS du CNRS du 18 décembre 2024
CA du CNRS du 20 dec. 2024 / PDG
CR des réunions des CSI INP / INC
Info « fuites » ou via Rogues ESR
Notre analyse proposée

Les KeyLabs ont été annoncés par le président du CNRS lors de la conférence des directeurs d'unité le 12 décembre dernier. Aucune instance n'avait été informée, ni consultée préalablement.

Il a souhaité réserver l'exclusivité uniquement aux Directeurs d'unité. Ils ont engagé le dialogue avec les « partenaires » ensuite seulement.

Les informations disponibles :

Qu'est-ce que c'est ?

- « Les KeyLabs sont un label » sélectif d'unités qui seront « accompagner » prioritairement en termes de moyens.
- La direction parle désormais de **statut** « **CNRS KeyLab** » pour les UMR et UPR concernées.
- La direction justifie cette mesure pour limiter la dispersion de ses moyens :
- « **Le CNRS mets se politique en cohérence avec celle de ses moyens** »

Les justifications et objectifs :

- « le CNRS doit éviter de « diluer son action »
- « répondre aux exigences de la compétition internationale et aux enjeux de la nation. »
- « mettre en valeur et mieux accompagner les laboratoires les plus remarquables... de rang mondial »

- « ne pas être la “mère Teresa” des universités » (dit comme ça devant nous) = ne pas se faire exploiter en accordant « nos » moyens aux « autres »
- « Construire des masses critiques »
- et « faire porter un effort particulier sur un nombre plus restreint d'unités »
- identifier « Un quart des plus de 860 unités dont le CNRS est une tutelle »
- « Accompagner plus que les autres (unités) avec des fonctions supports et de manière privilégiée »
- Mettre plus de postes en général
- L'idée est que par ce processus l'ESR sera plus attractif pour les chercheurs étrangers et plus solide pour les chercheurs actuellement en poste (pour qu'ils ne partent pas).
- L'effet positif attendu est de montrer aux politiques que le CNRS est capable d'avoir une stratégie qu'il est capable de se remettre en question pour mieux s'adapter.
- La mise en place de ce dispositif correspond à une préconisation portée par le rapport HCERES.

Nous sommes donc face à un nouveau statut d'unité piloté intégralement par la direction générale du CNRS en raison des critères et de la méthodologie. Ceux-ci reposent principalement sur des éléments de visibilité et de taille (métrologie : nbre d'agents CNRS, taille de l'unité...) et de « visibilité scientifique » perçue par les directions scientifiques. Les critères métrologiques compromettent l'argument de « pseudo excellence » et donc la légitimité de ce classement.

Sélections/critères et méthodes :

Qui ?

- « celles [les unités] qui peuvent légitimement prétendre à être qualifiée “de rang mondial” »
- « chacun sait si son travail est de rang mondial » et « les DAS le savent aussi »
- « le classement thématique de Shanghai donne des critères » (ne pas confondre avec l'autre classement qui concerne les établissements)
- « les plus à même de répondre rapidement aux exigences de la compétition internationale et aux enjeux de la nation, d'être les fleurons de la recherche française, attractifs pour les meilleurs scientifiques, notamment en concentrant les plateformes scientifiques et technologiques les plus performantes »

Les critères :

- « le DGDS a précisé les critères prévalant à l'identification des KeyLabs :
- Selon lui, « les critères peuvent variés selon les disciplines, mais il évoque :
- l'excellence (évaluations HCERES, récompenses individuelles, reconnaissance)
- des unités qui portent des projets majeurs ou des programmes nationaux ou des structures nationales (infrastructures de recherche, etc...)
- leurs singularités, les champions internationaux dans leurs disciplines,
- la taille de l'unité et le poids des agents CNRS dans celles-ci » la taille n'a pas été évoquée au - - CA, seulement le nombre des agents CNRS, d'où la brouille avec les universités (le CNRS n'est pas là pour aider les universités avec ses personnels, les universités doivent se débrouiller)
- La valorisation portée par le labo : prématuration, start-ups, liens avec les entreprises
- la place du labo dans la structuration nationale

Méthodes :

- « sur la question de la proportion, il indique que le chiffre de 26% était apparue au terme de l'inventaire et qu'ils n'avaient pas fixé de quota. » (soit 223/224 unités)

- « Ils ont fait le choix de donner la primeur aux DU. Ils ont commencé à échanger maintenant avec les partenaires. »
- « la communication des unités KL ne se fera pas avant février »
- Au CA, le DGDS a clairement répondu "qu'ils n'ont pas confiance au CS et que s'ils le disent, la France entière sera au courant". Le PDG a dit la même chose au CA, devant tout le monde, ce qui a énervé le président du CS.
- « Est-ce qu'ils envisagent une extrapolation sur des « Keyresearcher » or not.... ? Non ce n'est pas l'objectif... »
- Il y a environs 6 mois, une liste a été demandée aux directions des instituts du CNRS pour identifier 20% de labos (les « meilleurs »)

Contrairement au fonctionnement habituel du CNRS, les questions relevant d'une évaluation scientifique (chercheurs ou unités) passent théoriquement par les sections du CoNRS, voir des conseils d'instituts ou du Conseil scientifique du CNRS. Dans le cas présent, il n'en est rien et cela renforce donc le caractère autocratique de ce label. Les critères ne sont pas « que » scientifique. Cette évaluation relève donc d'une **perception** de la qualité scientifique (car elle n'est pas produite par des pairs-experts) et elle est adossé à des critères de « métrologie » qui ne relèvent pas d'un caractère qualitatif ce qui atteste la nature plus politique que scientifique de ce label.

Conséquences :

Sur les Labos KL :

- « Les laboratoires sélectionnés bénéficieront d'un accompagnement renforcé »
- « Ce statut de KeyLabs est attribué pour 5 ans et révisable, tout comme pour ceux qui ne l'ont pas obtenu. »
- « Ils assument la stratégie contre la dispersion des ressources ; "On veut aider les meilleurs pour faire avancer les connaissances." » Petit dit « aider les meilleurs à devenir encore meilleurs » (à remarque « pourquoi ne pas aider les moins meilleurs à devenir meilleurs ? » il a dit qu'on n'a pas les moyens pour aider tout le monde, cf. son expression de « mère Teresa » des universités)
- « Actuellement il a 46% des effectifs chercheurs dans ces KeyLabs, l'objectif est de 60% d'effectif « CNRS » dans ces unités » et l'objectif serait de monter à 55% des crédits (FEI) »....
- Dans le cadre des recrutements, « Est-ce que l'objectif est de donner une visibilité aux candidats sur les labos KeyLabs et non KeyLabs ? ; réponse du DGDS : « Oui c'est message... Mais l'idée n'est pas de limiter les recrutements à ces labos ... »
- « Si on intègre que les moyens baissent et qu'on identifie les 25% qui ont déjà 50% des moyens... alors cela affectera plus significativement sur les autres laboratoires ? » ... « Si on baisse les moyens humains forcément, on évite la dispersion... » (échange lors du CS)
- « DGDS : est-ce qu'on a les moyens d'aider tout le monde ? On veut aider les meilleurs pour faire avancer les connaissances »
- « des moyens plus ciblés, en veillant à la plus-value du CNRS par rapport à la présence des autres tutelles... »
- une mise en valeur leur permettant de renforcer leurs rayonnement et collaborations internationaux
- 25% des labos seront KeyLabs mais ce pourcentage varie d'un institut à l'autre
- Les laboratoires « KeyLabs » auront des devoirs. Chaque institut va définir ces devoirs, par exemple : caractère national, plateformes ouvertes à l'ensemble des labos (y compris des unités hors KeyLabs), place dans les réseaux.

Les autres labos (non KL) :

- « Pour autant ils ne vont pas "laisser tomber les autres labos". »
- « Ils pourront retenter de se faire labelliser »
- « les non KL continueront à bénéficier des moyens CNRS »
- Accompagner les labos non-keylabs à obtenir ce label dans 5 ans

En conclusion, le focus donné sur les labos KL portera sur les moyens financiers comme sur les postes. Très logiquement, les non KL auront moins... Mais au travers de ce label le fléchage et la visibilité sont tels que l'impact sur les candidatures constituera une double peine pour les unités non KL.

L'accompagnement présenté comme « renforcé » ou « plus régulier » et « privilégié » marque une discrimination significative désormais dans la gestion des unités entre les unités KL et non KL.

L'argument de laisser « espérer » un cycle d'évaluation est une hypocrisie car avec ces règles du jeu, les unités non KL ne seront pas en mesure de compenser leur retard initial mais en plus ils devront participer à une compétition avec un handicap qui pèsera de plus en plus d'année en année...

La politique de partenariat avec les autres établissements ne pourra aucunement influencer puisque les critères portent principalement sur des paramètres à la main du CNRS. **Les unités non KL seront donc condamné à une longue et lente agonie.**

La liste des lauréats :

« la liste des lauréats ne sera pas communiqué avant début février » dixit la direction générale (CA et CS)

Rogues ESR a publié une liste (incomplète ?) de 95 labos sur 223 théoriques (?) :

Aix-Marseille	Bordeaux	Grenoble Alpes	IPP	Lorraine	Lyon 1	Montpellier	Nice	Paris-Saclay
CEREGE	IMB	IGE	LMD	CRPG	ICI (avec ICI Lyon, Univ. Jean Monnet)			LSCC (avec UVSQ)
INSM	FACEA	IPAG	CHAP	LRGP	LRBE	MAHEEC	PMAC	LMD
INS2I	INS	STERRE	CHAL	IL	ISC	CEFE	INPHYNS	LAG (ENSI)
INSIS	LFD	IF	LIR		ORL	ISEM	ORHEA	ET4
INIC	ICMCR	LIR	LOA		ORI	ISS		NeuroPsi
INIF	LOPO	LECA	ZPHE		SPS	IGH		OM
INS2P	IBAN	RES	LPH		SLM	CRS		ICLab
INSU	ORAMA	LPCV	Ladhyg		MAITES	UFRS		C2N
INEE		LFSC	LIR		LIP (avec ENS Lyon)	USMA		LCP
INSB	CHI (Centre Norbert Elias)	NEEL	CREST		ORMN	ICGM		Lab Albert Fert
INSIS	Centre Camille Julian	UNOM	ORED (prêt à positionner sur Saclay)		ICELyon	IBMM		PHF
	CREDO	SPINTEC						EMQC
	ISEMAM	GZELAB						EMPS
	IMAF (si choix à faire, plutôt à positionner sur Paris 1)	ERIC						L2S
	ICR	GIPSA-lab						ORED (prêt à positionner sur Saclay)
		AAO (si choix à faire, garder sur USA plutôt que Université de Nantes)						ICRN
		FACTE						ICMAD
		SHAP						

La liste communiquée par RogueESR n'est pas complète. Donc soyons prudent sur l'utilisation de ces informations. Pour autant KL ou non KL, ce label repose sur des bases politiques et propose une gestion autocratique et dont la principale motivation est de « **mettre en cohérence la politique du CNRS avec celle de ses moyens** ». Il est donc essentiel de combattre autant l'outil que la cause. Et la cause repose sur des choix budgétaires issue d'une politique économique libérale qui favorise les cadeaux fiscaux aux entreprises sans assurer les moyens suffisants pour les missions de services publique de la recherche.